FEMMES - PARENTE - ALLIANCE

SYNTHESE INTRODUCTIVE

Dans un colloque, il est de tradition que chaque intervenant (intervenante) lise sa contribution et que les auditeurs posent des questions ou apportent des compléments. Si nous avons essayé de rompre avec cette pratique, c'est que, de façon générale, elle privilégie l'accessoire au détriment des problèmes de fond et interdit l'élaboration d'une réflexion collective. Il est très ambitieux, toutefois, de prétendre dégager, à partir des 5 contributions reçues, des axes de réflexion et, en tant que "rapporteurs" de cette commission, nous vous prions de bien vouloir toutes nous aider à remplir notre "contrat" !

La réflexion collective qui va s'engager risque, à notre avis, de se heurter à deux obstacles, celui du langage et celui de la diversité des approches.

L'obstacle du langage est sans doute mineur. Nous sommes toutes de formations différentes : psychologie, sociologie, ethnologie, lettres, histoire. Nous disposons donc de langages codés. Si nous voulons nous faire entendre les unes des autres et réfléchir en commun, il faut que nous fassions l'effort d'user avec discrétion des codes de nos disciplines respectives.

Le second obstacle est, semble-t-il, plus difficile à surmonter. D'après le contenu des contributions, il semble bien que le libellé de la commission, Femme-Parenté-Alliance, ait donné lieu à des interprétations différentes. Il nous semble possible toutefois - mais peut-être nous trompons-nous et c'est à vous de nous le dire - de dégager deux axes de réflexion.

4 contributions posent, en fait, la même question : comment se joue la différence des sexes au sein de l'alliance ? Cécile DELESALLE qui consacre sa contribution à la société indienne et qui a comme problématique masculin/féminin, analyse cette différence en termes de complémentarité : le masculin et le féminin sont irréductiblement posés comme distincts, mais ils se définissent hiérarchiquement l'un par rapport à l'autre et par rapport à un but qui est l'union des deux. Martine MULLER et Martyne PERROT, qui étudient les couples "occidentaux", analysent le rapport des sexes en termes d'oppression. Leurs deux communications présentent un point commun, l'étude de l'interaction de la conscience de sexe et de la conscience de race. Les Mauriciennes de Martyne PERROT, qui se jugent trop noires pour prétendre à un beau parti, ne sont-elles pas doublement dominées en tant que femmes et en tant que non-blanches ? Nicole ECHARD apportera certainement dans la discussion des informations concernant l'organisation des rapports de sexe dans les sociétés africaines mais protestera sans doute contre la question traditionnelle des

féministes à l'ethnologie sur l'origine de l'oppression des femmes.

La 5ème contribution, la nôtre, se demande plutôt comment intervient la différence de sexe dans l'échange matrimonial. Notre étude sur la dot de la mariée s'inscrit en effet dans une réflexion collective de notre groupe de recherche, le G.R.I.E.F., sur l'échange des femmes et la valeur des femmes. Nous avons toutes deux, en tant qu'historiennes, l'expérience de sociétés où les femmes sont mises en circulation en même temps qu'un certain capital qui reste attaché à leurs personnes selon des règles juridiques précises. Frappées par l'étendue de ce type d'échange des femmes, par sa pérennité et par l'immensité du champ social et du champ symbolique que fait intervenir cette étude, nous aimerions qu'il soit question, dans la discussion, de la mariée dotée et de la mariée "achetée".

En espérant que la mise en évidence de ces deux axes sera à l'origine d'un riche débat...

COMPTE-RENDU DES DEBATS

Les 5 contributions présentées étaient très différentes. Les 2 "rapporteurs", Agnès Fine et Claudine Leduc, ont cru pouvoir dégager deux thèmes de réflexion :

- 1er thème : le rapport des genres masculin/féminin au sein de l'alliance,
- 2ème thème : l'échange des femmes et plus précisément l'étude du cas où la mise en circulation de la femme par sa famille s'accompagne de la mise en circulation d'un certain capital, autrement dit l'étude du système dotal.

Le débat a commencé par une définition des termes utilisés : dot, parenté, alliance, genre, sexe, sexe social.

Le débat s'est ensuite engagé sur le second thème mis en évidence par les rapporteuses - l'échange des femmes. Le premier thème - le rapport des genres - n'a pas été abordé dans la discussion !

Les participantes ont admis, dès le départ, que dans les sociétés dotales européennes, les règles de l'alliance sont liées à celles de la filiation et à celles de la transmission des biens, en particulier à celles de la transmission de la terre.

Les sociétés à bridewealth, indiennes et africaines, ont été ensuite rapidement évoquées. Dans ces sociétés, le marié et sa famille reçoivent une femme en échange de prestations. Ils s'approprient ainsi, selon un bref processus, la capacité de travail de la femme et les enfants qu'elle produira. Il semble que ces sociétés soient des sociétés où l'appropriation du "travail vivant" soit déterminante.

Les participantes ont ensuite abordé une hypothèse liée à la lecture de Jacques Goody : la dot donne du pouvoir à la femme et ouvre donc une brèche dans la domination masculine. Plusieurs cas précis sont alors évoqués : le Béarn, le S.O. occitan, Athènes au IV^e siècle.

Il semble que :

- dans ces sociétés, la dot ne soit pas faite pour donner du pouvoir à la femme mais qu'elle soit faite pour l'exclure de la succession paternelle.

- dans ces sociétés, si la femme est titulaire de la dot, le marié en est toujours l'administrateur. Il peut en disposer moyennant la capacité de pouvoir éventuellement la restituer.

Le cas de la fille héritière, parce que fille unique, est brièvement évoqué. Il est analysé comme le cas aberrant en contradiction avec l'idéologie dominante.

Les participantes disent qu'à l'heure actuelle la réalité de la dot a changé et que le mariage est plus lié à des choix individuels qu'au problème de la transmission des biens. Ces choix individuels jouent un rôle déterminant dans le cas des mariages mixtes franco-maghrébins et dans celui du concubinat. Le concubinage est alors longuement évoqué. Son développement est mis en rapport avec celui du salariat des femmes et avec celui du contrôle de la reproduction par les femmes. Le concubinage paraît à toutes entraîner la dissolution des liens de l'alliance et le renforcement des liens de la consanguinité.

Le débat se termine sur une question : comment se perpétue et se renouvelle de nos jours la reproduction sociale des sexes ?

Agnès FINE

Claudine LEDUC

LA DOT DE LA MARIEE

1 - AUX ORIGINES DE CETTE CONTRIBUTION

Il y a une remarque fortuite. Lorsque le G.R.I.E.F. a discuté sa première contribution - la morale conjugale à Athènes à l'époque classique - C.L. a été amenée à expliquer que le mariage athénien était alors un mariage avec dot (proix) et que la théorie dominante parmi les spécialistes (Louis GERNET, Jean-Pierre VERNANT, Joseph MODRZEJEVSKI) liait l'instauration de ce système matrimonial, qui est le contraire du système homérique, à celle de la polis. Une réflexion collective sur le dowry et le bridewealth commençait...

Il y a deux problématiques personnelles :

- la problématique d'A.F. . A.F. s'est étonnée, alors que le Code civil, comme le droit grec ou le droit romain, ne parle que de dot féminine, de rencontrer, dans la société rurale pyrénéenne au XIXe et XXe s. "le mariage en gendre" dans lequel l'homme est doté et la femme héritière des biens. Cette anomalie - l'homme doté - l'a amenée à une réflexion d'ensemble sur la dot.

- la problématique de C.L. . Pour C.L., ce qui caractérise la société athénienne à l'époque classique, c'est sa division (stasis) en deux mèrè (groupes ?) antagonistes, les riches et les pauvres. Elle s'est donc interrogée sur l'insertion du système matrimonial dans la contexture sociale.

Il y a l'intérêt collectif du G.R.I.E.F. (1), groupe de recherche interdisciplinaire qui s'était donné pour objectif de trouver un langage commun sur un sujet d'intérêt commun. Le G.R.I.E.F. a très vite considéré que la dot renvoyait à un champ social et symbolique très large qui lui a semblé être au centre de la question des femmes.

2 - A.F. ET C.L. ETUDIENT DEUX SOCIÉTÉS QUI NE SONT PAS SEULEMENT SÉPARÉES PAR L'ESPACE ET LE TEMPS.

Ces sociétés offrent :

- des physionomies globales très différentes :

- la société du Sud-Ouest occitan est une société paysanne : le patrimoine foncier individuel associé aux droits sur les communaux représente l'essentiel des moyens de production des groupes domestiques.

- les Athéniens sont-ils des paysans ? C'est là l'objet d'une controverse en Histoire grecque. La théorie actuellement dominante est issue des travaux de M.I. FINLEY (2). Il y aurait à Athènes, à l'époque classique, séparation entre "le capital agraire" et "le capital liquide" : les Athéniens seraient des propriétaires fonciers et laisseraient aux métèques les activités commerciales et artisanales. Sans nier le lien fondamental entre la terre et la communauté civique, C.L. pense que les Athéniens n'ont pas été "inhibés" vis à vis des autres possibilités d'enrichissement (exploitation du travail des esclaves et placement des capitaux). C'est ce que montre l'étude de leurs successions qui, pour reprendre les expressions de M.I. FINLEY, associent toujours "capital agraire" et "capital liquide".

- des principes -explicités- d'organisation sociale différents :

- la société qu'A.F. étudie est régie par le droit privé : ce sont, en effet, des dispositions juridiques qui règlent la transmission des moyens de production même si les pratiques s'écartent un peu des règles.

- dans la société athénienne étudiée il y a coexistence de règles juridiques et d'un système classificatoire (C.L. a beaucoup de peine à se retrouver dans la terminologie utilisée par les historiens de l'Antiquité et dans les équivalences qu'ils établissent entre les termes grecs et les termes français. Sa référence, dans ce domaine, est l'ouvrage de S.C. HUMPHREYS, *Saggi antropologici sulla Grecia antica*, Bologne 1979). Le droit réglemente l'accès aux biens, c'est l'*ankisteia* qui détermine l'ordre des héritiers (enfants légitimes et collatéraux). Mais, en pleine époque classique, les individus sont encore distribués dans des groupes solidaires qui restent étonnamment vivants (géné, phratries).

- des "groupes domestiques" différents :

La typologie utilisée est celle de G. AUGUSTINS, Esquisse d'une comparaison des systèmes de perpétuation des groupes domestiques dans les sociétés paysannes européennes, A.E.S., XXIII, 1982, pp. 39-69.

- La société du S.-O. occitan se caractérise par l'existence de groupes domestiques simples (un couple par génération) dont la perpétuation est assurée par l'association d'une succession unique et d'un héritage précipitaire.

- Le système athénien est celui de l'oikos. Mais dans l'état actuel de ses recherches, C.L. ne sait pas exactement ce qu'est l'oikos. Est-ce l'habitat virilocal ? le groupe domestique ? l'habitat virilocal et le groupe domestique ? Il lui semble toutefois possible de dire qu'il s'intègre dans un ensemble où en vertu d'un privilège de masculinité la succession et l'héritage sont partagés de façon égale entre les fils.

- des pratiques matrimoniales différentes :

Dans les deux sociétés étudiées, le système dotal s'accompagne de l'homogamie sur le plan social. Dans la société pyrénéenne l'homogamie n'est plus à démontrer mais elle se complique de la distinction à faire entre mariage d'aînés et de cadets. A Athènes, à l'époque classique, la dot de la femme et la fortune du mari sont si bien appareillées que, dans les procès, elles font figure de preuves réversibles : l'importance de la fortune du mari prouve l'existence de la dot de la femme et la faiblesse de la dot de la femme prouve la faiblesse de la fortune du mari.

Mais l'homogamie s'accompagne, dans les deux sociétés, de pratiques matrimoniales différentes :

- C.L. pense qu'une des caractéristiques du comportement matrimonial des Athéniens à l'époque de la cité-état est la pratique des mariages intra-familiaux. On marie préférentiellement sa fille à ses proches parents (frère, neveu, beau-frère).

- A.F., en revanche, a inventorié un nombre très restreint de mariages entre proches cousins. Les mariages les plus fréquents se font entre cousins issus de germains.

3 - A.F. ET C.L., CONSCIENTES DES DIFFERENCES STRUCTURALES PRESENTÉES PAR LES DEUX SOCIÉTÉS QU'ELLES ÉTUDIENT, SONT TRÈS ÉTONNÉES PAR LA RESSEMBLANCE QU'OFFRE LA DOT D'UNE ATHÉNIENNE AU IV^e SIÈCLE AVANT J.C. AVEC CELLE D'UNE FEMME DU S.-O. OCCITAN AU XIX^e-XX^e SIÈCLES APRES J.C.

Le droit total appliqué dans le S.-O. occitan est, dans ses principes essentiels, le même que celui qui est appliqué dans les "pays de droit écrit". Ce droit procède, en dépit d'aménagements successifs et locaux, des dispositions du Code Justinien.

- La composition de la dot dans les deux cas est la même :

Dans le S.-O. occitan aux XIX^e-XX^e siècles ap. J.C. et à Athènes au IV^e siècle avant, c'est de l'argent qu'on donne en dot. La fille, généralement, ne reçoit pas de terre. A.F. remarque donc que dans le Midi, la femme, lorsqu'elle a un frère, n'a pas, le plus souvent, accès à ce qui est, alors, l'unique moyen de production. Quant à C.L., elle note que non seulement la femme n'a pas accès au moyen de production le plus gratifiant - la terre -

mais qu'elle n'a pas, de façon plus générale, accès à ce que les Athéniens appellent les "biens apparents" (ateliers et esclaves dont on exploite le travail en vue de l'enrichissement).

- La réglementation juridique du système dotal est la même :

A Athènes, au IV^e siècle avant J.C., comme dans le S.-O. occitan au XIX^e siècle après :

- la mariée est titulaire de la dot. En cas de dissolution du mariage (décès du mari ou séparation des conjoints) la mariée récupère sa dot. Dans les deux sociétés un système d'hypothèque dotale garantit la restitution. A Athènes, lorsque le père "donne" la dot de sa fille, il veille à ce que ce "don" soit garanti par un bien foncier du marié ; c'est ce qu'on nomme l'apotimèma.

- le marié est l'administrateur de la dot. Dans les deux cas la dot est une sorte de prêt gratuit. Dans les Pyrénées, où règne la famille-souche (2 couples de générations différentes dans le même groupe domestique) le prêt est fait au père du marié. A Athènes, où l'homme se marie tard, souvent après la mort de son père, il est fait au marié lui-même. Dans les deux cas, le marié touche les revenus de la dot et en dispose à sa guise.

- la dot est inaliénable. Elle ne peut être cédée ni par le marié qui est toujours astreint à une éventuelle restitution et qui doit tenir compte des avis de sa belle-famille, ni par la mariée. La femme doit, en effet, obligatoirement transmettre sa dot à ses enfants. Ceux-ci entrent en possession de la dot dès le décès de leur mère s'ils sont majeurs, dès leur majorité s'ils sont mineurs à ce moment-là. A.F. remarque que, dans le S.-O. occitan, la femme a possibilité de faire à ses enfants, de son vivant, une donation sur sa dot. C.L., au vu de certains textes, se demande si l'Athénienne n'a pas aussi cette possibilité.

- il ressort de cet ensemble de règles qu'à Athènes à l'époque classique et dans le S.-O. occitan aux XIX^e-XX^e siècles l'apport masculin et l'apport féminin ne se mélangent pas : il n'y a pas de fonds conjugal. Ce n'est pas le mariage qui opère la fusion des apports des conjoints, ce sont les héritiers du couple. Dans les deux cas, l'idée de lignée l'emporte sur l'idée de conjugalité. Derrière le couple se profilent leurs lignées familiales respectives. Pour A.F. cette lignée familiale est relativement aisée à saisir puisqu'elle se matérialise, en quelque sorte, dans l'ostal qui perdure de génération en génération. Le problème, pour C.L., est beaucoup plus délicat : dans un système de succession partagée et d'héritage égalitaire entre les fils, l'identité familiale n'a rien à voir avec la maison.

- la signification de la dot est la même :

A Athènes, à l'époque classique, comme dans le S.-O. occitan,

aux XIXe-XXe siècles, la dot paraît représentative :

- de la position sociale de la maison et de la lignée de chaque conjoint. La dot est remise devant témoins ; c'est un acte qui a toujours une certaine publicité car il symbolise le statut des contractants. La dot est ce qu'il est convenable de donner et de recevoir, elle marque par conséquent le statut de chacune des deux parties. Elle a donc deux fonctions économique et symbolique.

- de l'exclusion de la succession et de l'héritage. Pour employer l'expression d'A.F. dans son article de G.R.I.E.F. II, la dot est le prix de l'exclusion :

. A Athènes une fille dotée est obligatoirement une fille qui a un frère (ou des frères). En vertu du privilège de masculinité, ces derniers se partageront également la succession et l'héritage de leurs parents. Lorsqu'une fille n'a pas de frère, elle devient épiclère, c'est-à-dire qu'elle doit transmettre le clèros de son père à ses fils et, pour cela, elle est accordée par la loi au plus proche parent en ligne paternelle qui la revendique en même temps que le clèros. Pour C.L., il est clair que l'existence de l'épiproikos (4) (la fille liée à la dot) et celle de l'épiclèros (la fille liée au clèros) sont deux aspects d'un même problème, la transmission de la succession et de l'héritage. Dans le cas de l'épiproikos la fille est exclue, dans le cas de l'épiclèros elle est agent de transmission.

. Dans le S.-O. occitan où règne un système de succession unique et d'héritage préciputaire, du moins le plus souvent, la dot est le moyen d'exclure les cadets, quel que soit leur sexe. La mariée est dotée parce qu'elle est exclue de son ostal mais ses frères cadets qui, eux aussi, sont exclus de l'ostal sont également dotés.

- de l'appartenance de la fille à la lignée familiale. Si la dot représente le prix de l'exclusion de la fille, elle n'en est pas moins aussi l'expression d'un droit de la fille et de ses enfants.

. Il ne peut être question d'exclure la fille sans lui donner quelque chose. Dans le S.-O. occitan l'obligation de doter les filles est juridique, comme dans tous les pays de droit écrit, jusqu'au Code civil, morale seulement à partir du XIXe siècle. A Athènes elle n'est que morale, mais il s'agit d'un impératif catégorique auquel il est difficile de se soustraire.

La maison de la fille se sent obligée de pourvoir à son entretien (et non pas de contribuer aux dépenses du jeune ménage comme disent à peu près tous les juristes). A Athènes, la dot est conçue comme le sitós de la femme - sa nourriture. Les textes n'expriment pas, peut-être, la chose de manière aussi nette mais plusieurs indices suggèrent cette interprétation : un fils qui administre la dot de sa mère après la mort de son père doit assu-

rer à celle-ci le sitos ou, plus vraisemblablement au IV^e siècle, une pension alimentaire. A.F. remarque que dans le S.-O. régi par le droit dotal, le groupe domestique de la fille se sent non seulement obligé de la nourrir mais aussi de l'habiller. Les enquêtes orales sont explicites à ce propos : "on ne laisserait jamais partir un enfant sans rien, aussi pauvre qu'on soit, on donnera au moins un trousseau".

. La dot est aussi l'expression des droits des enfants de la fille. En héritant de la dot de leur mère, ils reçoivent quelque chose de la maison de celle-ci.

. A ces obligations envers les filles et leurs descendants correspond l'intégration des filles dans la lignée familiale. Le système de filiation est cognatique et indifférencié. A Athènes une lignée assure sa pérennité par les enfants de fils et les enfants de filles. Le vocabulaire les distingue parfaitement. Les obligations des enfants de filles vis-à-vis de leur grand-père ne sont peut-être pas les mêmes que celles des enfants de fils mais ils lui doivent en cas de nécessité l'obligation alimentaire. Leurs droits respectifs sont différents. Alors que les enfants de fils héritent obligatoirement d'au moins une partie des biens de leur aïeul, les enfants de filles ne doivent recevoir que la dot de leur mère. Le lien affectif entre grand-père et enfants de filles semble en revanche très étroit : comme sa fille se marie tôt et son fils tard, un Athénien a de fortes chances de ne bien connaître que les enfants de sa fille. Un des rares moments de tendresse dans le corpus des orateurs attiques concerne justement une allusion au rapport grand-père/enfants de fille.

A ce propos A.F. pense qu'il serait intéressant d'étudier dans la société rurale - bien que ce ne soit pas un thème spécifique à celle-ci - la parenté spirituelle jusqu'à une époque très récente. Pour chaque enfant, parrain et marraine sont pris obligatoirement dans les deux branches (maternelle et paternelle) et ils transmettent leurs prénoms et symboliquement beaucoup d'autres choses. Ce qui paraît être l'affirmation du caractère cognatif d'un système à prédominance masculine.

4 - CONSTATANT CES RESSEMBLANCES, A.F. et C.L. SONT AMENEES A SE POSER DES QUESTIONS SUR LA PERENNITE DU DROIT DOTAL ET SUR CELLE DU SYSTEME DOTAL

C'est là un vaste champ de réflexion qu'elles abordent depuis peu et elles doivent se contenter d'indiquer les sentiers où elles entendent s'engager avec précaution ces jours prochains.

- A propos de la pérennité du droit dotal :

On dit toujours que le droit dotal, tel que l'a connu le Midi de la France, est issu du Code Justinien et, à travers lui, du droit romain.

A.F. et C.L. se demandent s'il ne faut pas en chercher l'origine ailleurs et à une date plus reculée, dans la cité grecque des VIe-IVe siècles avant J.C. Elles n'oublient pas, en effet, que la dos latine, dans le système du mariage cum manu comme dans le système du mariage sine manu, a pour titulaire et administrateur le mari et que, pendant très longtemps, les juristes romains (cf. l'édit du gouverneur d'Egypte Tiberius Alexander, l'année de la mort de Néron) ont distingué soigneusement la dos latine et la proix grecque. Elles pensent donc qu'il serait intéressant d'étudier comment et pourquoi la dos est devenue une proix et s'est perpétuée en tant que telle dans le monde romain.

- A propos de la pérennité du système dotal :

A.F. et C.L. supposent que, si le système dotal a eu cette étonnante longévité dans les sociétés rurales du S.-O. occitan, c'est qu'il devait présenter pour elles un certain nombre d'avantages :

- en excluant les filles de la perpétuation du groupe domestique, le système dotal évite l'émiettement du moyen de production, la terre.

- la dot de la femme représente une sorte de prêt gratuit dans une société où l'argent est rare. Comme ce prêt est, par définition, à l'abri des créanciers et des usuriers, il devient, pour employer l'expression du rédacteur du Code civil, le "noyau dur" du ménage, l'ultime garantie en cas de grosse difficulté.

- conçue généralement comme un fonds qui ne roule pas, la dot de la femme a une grande valeur symbolique. Elle contribue à la définition du statut de l'ostal et de chacun de ses membres.

A.F. et C.L. se demandent comment le système dotal a pu s'adapter à une société aux activités économiques plus différenciées comme la société athénienne de l'époque classique. Elles pensent que les Athéniens, tout au moins les Athéniens riches, font de la dot un usage très différent : la dot serait pour eux un fonds de roulement :

- la dot, à Athènes, est un capital qui circule et qui peut circuler très vite. Il y a, en effet, une différence fondamentale entre le mariage occitan et le mariage athénien. Dans le S.-O. la séparation des conjoints de leur vivant est exceptionnelle. A Athènes on divorce, on divorce même beaucoup et il n'y a que Platon pour s'en offusquer. Une femme peut être, dans la même journée, divorcée et remariée. Pour A.F. et C.L., l'immobilisation de la dot dans une maison n'est pas inhérente au système dotal, elle est liée au christianisme qui a fait du mariage un sacrement.

- à Athènes, la dot est un capital qui, vraisemblablement, est investi par le mari dans des opérations intéressantes, sans préjudice pour la femme et sa famille puisqu'existe l'apotimêma. S'il n'en était pas ainsi,

on ne comprendrait pas pourquoi certains Athéniens à leur lit de mort - c'est le cas de Démosthène, le père de l'orateur - "augmentent" la dot de leur femme.

A.F. et C.L. pensent donc que le système dotal a pu s'adapter à des sociétés très différentes au point de vue économique, mais elles sont persuadées que ces sociétés, quelle que soit l'orientation de leurs activités, présentent deux points communs :

- ce sont des sociétés à forte prédominance masculine et à idéologie patriarcale. Ce n'est pas un hasard si, à Athènes comme dans le S.-O. occitan, la femme, par le biais de la dot, est écartée des moyens de production. Voilà des sociétés où la femme est reléguée dans des fonctions qui sont considérées comme des fonctions d'entretien et de conservation. L'apport productif est toujours vu au masculin. Dès 380 avant J.C. cette distinction entre les apports masculins et la conservation féminine est déjà présentée par Xénophon dans L'économique comme un fait de nature dont la transgression risque d'entraîner le courroux divin.

- ce sont des sociétés où la notion de lignée l'emporte sur celle de couple conjugal. La présence de l'ostal ne peut que suggérer à A.F. la toute-puissance des lignées familiales. C.L. pense qu'à Athènes, l'existence de l'oikos n'est absolument pas en contradiction avec celle de lignées familiales très cohérentes et très contraignantes et qu'il y a plusieurs moyens d'aborder l'étude de cette question.

Agnès FINE

Claudine LEDUC

NOTES

(1) Le G.R.I.E.F. (Groupe de Recherche Interdisciplinaire d'Etude des Femmes) compte treize universitaires (5 historiennes, 2 économistes, 1 sociologue, 3 philosophes, 1 littéraire, 1 mathématicienne) et fonctionne depuis 1979.

(2) M.I. FINLEY, L'économie antique, Paris, 1975.

(3) C.L. reconnaît volontiers que le terme epiproikos pour désigner la femme dotée n'est pas classique ; mais il est si imagé qu'elle n'a pas pu renoncer à son utilisation.

Nicole Claude MATHIEU

Nicole ECHARD

L'ANTHROPOLOGIE DES SEXES EN FRANCE

I - ETAT ET DEVELOPPEMENT DU DOMAINE

Sur le plan institutionnel, on doit constater :

- l'absence d'enseignement ayant pour thématique l'anthropologie des sexes, dans les divers établissements d'enseignement supérieur.
- l'absence de toute formation de recherche constituée à partir de cette problématique, ou même l'incluant comme thème de travail.
- l'impossibilité d'avoir accès au CNRS sur un projet de cet ordre. En effet, si un chercheur proposait une telle recherche, le risque pris serait de se fermer définitivement l'accès à cette institution où - compte tenu de la situation difficile de l'ethnologie dans la Section XXX - la moyenne d'âge à l'entrée oscille, selon les années, entre 33 et 35 ans. En amont, et puisque seuls des chercheurs ayant "déjà une partie de leur carrière derrière eux" accèdent à un poste, comment ces chercheurs auraient-ils pu survivre jusque là en exploitant des thématiques pour lesquelles il n'y a aucune formation et qui ne trouvent accueil nulle part (pas même en anthropologie appliquée : coopération, projets de développement, etc.) ?

Cependant, si l'on en juge par les études produites ces quinze dernières années, on remarque (en prise directe ou indirecte sur le renouveau des mouvements féministes qui s'est révélé dans les années 70) :

- Une augmentation sensible du nombre des études monographiques descriptives sur la condition des femmes du tiers-monde, des femmes immigrées en France ou des femmes rurales européennes. Ces études concernent soit une activité particulière des femmes, soit leur condition globale, soit enfin leur position par rapport à un phénomène social "général".
- L'apparition d'études qui réintroduisent "l'objet femme" dans une analyse différentielle femmes-hommes, ou encore repèrent ce même objet dans une étude de la distinction sociale des sexes.
- Enfin, de rares études considèrent les rapports sociaux

hommes-femmes comme constitutifs de l'organisation sociale, et mettent l'accent sur une critique des modes de conceptualisation de la question dans les sciences humaines, et l'ethnologie en particulier, et sur la nécessité méthodologique de considérer les femmes comme sujets-acteurs sociaux.

En dehors d'articles isolés et de la contribution de quelques ethnologues à des ouvrages collectifs (scientifiques ou de vulgarisation) non spécialisés en ethnologie mais participant au questionnement général de l'époque sur la "question féminine", on compte à ce jour, à l'intérieur de la discipline, seulement deux numéros spéciaux de revues sur le sujet (Cahiers d'Études Africaines 1977 et L'Homme 1979), deux ou trois séminaires ayant mis temporairement ce thème à leur ordre du jour, et trois ou quatre ouvrages le prenant en compte.

Tout récemment (nov. 81), des femmes anthropologues ont pu organiser un Atelier sur "Anthropologie des femmes et femmes anthropologues" dans le cadre du 1er congrès de l'Association Française des Anthropologues, à Sèvres. Atelier qui a révélé :

- l'ampleur de l'intérêt porté au domaine ;
- le nombre des femmes anthropologues ayant des données et des analyses sur la question mais n'ayant pas pu les développer ou les publier ;
- les potentialités de développement de ce champ de recherches (demandes et projets de continuer le travail collectif et comparatif visant à la constitution d'une anthropologie des sexes).

II - SITUATION PAR RAPPORT AU NIVEAU INTERNATIONAL

L'anthropologie des sexes et/ou féministe en France est donc peu développée, par comparaison notamment avec les pays anglo-saxons (USA, Canada, Grande-Bretagne), en tout cas quant au nombre des études produites. Toutefois, les quelques études épistémologiques publiées jusqu'alors ont obtenu immédiatement une reconnaissance dans les autres pays (traductions, invitations à des congrès, enseignements, ouvrages collectifs à l'étranger). Ceci rend encore plus sensible et paradoxale la carence de la France en ce domaine, qu'il s'agisse de recherche ou d'enseignement. (Rappelons que, au Canada et aux USA, l'anthropologie des sexes est enseignée soit à l'intérieur des cursus d'anthropologie générale, soit comme partie des cursus interdisciplinaires dits "Women's Studies").

III - OBSTACLES RENCONTRES : MATERIELS, INSTITUTIONNELS, IDEOLOGIQUES

Si les études "sur les femmes" ont toujours été tolérées en anthropologie en France (mais n'ont jamais permis à une femme de faire carrière - ce qui explique que nombre d'ethnologues femmes se soient, pour être reconnues

comme professionnelles, détournées de la question), par contre tout questionnement féministe en anthropologie est encore réprimé. Questionnement féministe, c'est-à-dire :

- qui, effectué de l'intérieur d'une catégorie opprimée dans nos sociétés, présente une sensibilité particulière à des phénomènes jusque là passés inaperçus, ou interprétés du point de vue dominant ;

- qui remet en cause les formes et les fondements mêmes de la pensée admise comme scientifique sur les rapports hommes-femmes, ou la non-prise en compte des femmes dans les élaborations théoriques "générales", et qui montre en quoi ceci est lié au fonctionnement de nos propres sociétés et à l'idéologie des sexes qui en découle ;

- qui pose le problème de la domination masculine autrement que comme naturelle, universelle ou inévitable, en s'attachant à en démontrer les mécanismes dans chaque société spécifique.

De nombreux témoignages permettent de dire qu'une répression fonctionne tant dans l'enseignement "classique" de l'anthropologie (rejet des demandes et questions des étudiantes) qu'au niveau des projets de recherche sur le terrain présentés par des chercheuses (dans ou hors institution) : non-prise en compte de la demande, non-attribution de crédits, discrédit sur la recherche, disqualification de l'auteur, etc.

D'autre part, il semble que le questionnement initialement posé grâce au développement des idées féministes en anthropologie, lesquelles ont directement émergé du mouvement des femmes, ait suscité une reprise du thème "hommes-femmes" dans certains discours d'anthropologues, ce qui pourrait être considéré comme positif... Toutefois, outre que le mouvement social initiateur n'est que rarement crédité (et même parfois discrédité) par ces auteurs, on constate que - du fait de la domination masculine dans notre société et notre discipline, de la rigidité des cadres institutionnels et d'une certaine puissance du mandarinat - ce sont ces discours seuls qui obtiennent légitimité et reconnaissance institutionnelle. Or, si le thème est repris, la problématique n'a pas toujours changé... (Il s'agit d'un phénomène sociologique général, qui joue aussi, en ce qui concerne les recherches sur les sexes faites par des femmes, dans d'autres disciplines).

IV - OBJECTIFS

Les objectifs pour les années à venir sont :

- Bien entendu, la poursuite des groupes de travail interdisciplinaires, qui existent depuis une dizaine d'années à l'état plus ou moins informel.

- Mais aussi, la création de séminaires de recherche, et

d'enseignements, concernant l'anthropologie des sexes, et ce, au niveau officiel. En effet, les projets de mémoires, diplômes d'étudiants et thèses sur la question se multiplient, et nombre d'anthropologues femmes ou féministes sont amenées à conseiller officieusement, et avec des individu(e)s isolé(e)s, des travaux dirigés officiellement par des personnes dont ce n'est pas le centre d'intérêt ni de connaissances. La possibilité de regroupement et de confrontation de ces travaux ne saurait être que fructueuse.

- Ceci ne peut aller sans le développement des nouveaux projets de recherche qui se font jour, et des crédits afférents. A titre d'exemples, on rappellera quelques problématiques qui ont suscité un vif intérêt lors de l'Atelier du Colloque AFA :

- . Rapport entre "science" et mouvements sociaux ;
- . Rapport de l'ethnologue à son terrain ;
- . Reproduction biologique et reproduction sociale ;
- . Marquages sociaux de la féminité. Réanalyse de phénomènes tels que l'excision ;
- . Aggravation de la situation des femmes par les projets de "développement" ;
- . Qu'en est-il de l'ethnocentrisme, du "pouvoir" etc.

(Cf. prépublication du rapport de l'Atelier dans Langage et Société, n° 19, mars 82 ; et Le Monde du 26 nov. 81).

La réalisation de ces objectifs permettrait de répondre à une demande évidente, que celle-ci émane du milieu anthropologique lui-même, de la communauté scientifique en général, de mouvements sociaux en France, ou - ce qui est généralement oublié ou nié - des femmes des pays du tiers-monde.

Enfin, faut-il préciser qu'une reconsidération des mécanismes en jeu entre le groupe des hommes et le groupe des femmes dans diverses sociétés n'est pas un problème mineur, et ne pourrait que contribuer au développement de la connaissance et des théories anthropologiques ?

Nicole-Claude MATHIEU, EHESS

Nicole ECHARD, CNRS

Paris, avril 1982.

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

PRODUCTION - REPRODUCTION

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

SYNTHESE INTRODUCTIVE

La participation active aux débats de cette commission (plus de quatre-vingt chercheuses et praticiennes nationales et internationales) témoigne de l'intérêt suscité par le thème intitulé : production-reproduction. En effet s'y trouvent interrogés à la fois, le processus de division capitaliste du travail et les transformations dans la sphère dite de reproduction qui lui sont liés.

La diversité des approches, des problématiques, des terrains d'expérience, montrent bien qu'il s'agit là d'un travail théorique en pleine production et que ce champ de recherche est loin d'être clôturé. La qualité des débats, le niveau des questions posées, traduisent au contraire l'importance des enjeux théoriques, méthodologiques et politiques qui le traversent, mais également du travail déjà accumulé ici et là dans des recherches individuelles, sociologiques ou économiques, et à l'occasion de confrontations plus collectives.

Il n'est pas inutile de rappeler que ce thème n'est pas né avec le colloque F.F.R. ; il a une histoire et ce colloque marque un moment historique du travail théorique. Il est porté par des groupes informels et formels et par des individus plus isolés qui se sont exprimés depuis les années 76-77, en divers lieux et à l'occasion de différents colloques liés de manière plus ou moins précise à cette problématique générale. Rappelons quelques points de ce cheminement : le travail domestique (Colloques de l'ACCSES 1977, Nanterre et 78 Grenoble), les femmes et la classe ouvrière (Vincennes, 1978), familles et pouvoirs (Aix, juin 79), le travail des femmes (Lyon, déc. 1979), travail salarié et institution familiale (Nantes, juin 1980). Systèmes productifs et organisations familiales (Groupe ad hoc Mexico, août 1982), Xe congrès mondial de sociologie. Colloque Femmes, féminisme et recherches (Toulouse, décembre 1982).

Ce thème se trouve décomposé en plusieurs dimensions soit par les travaux, qu'il a rassemblés, soit par les questions qu'il a posées et continue de poser à toutes les participantes au coeur même de leur travail de recherche. Nous les réunissons ici autour de trois ensembles de questions théoriques et méthodologiques.

Les questions posées par la notion même de rapports entre les sexes, notions qui parcourent de façon plus ou moins explicite l'ensemble des contributions écrites (plus de 40) et de manière tout à fait explicite les deux dernières journées de débat. Après l'exposé synthétique à deux voies des rapporteuses, D. Chabaud a introduit le débat en invitant les participantes à réfléchir sur les quatre orientations suivantes :

1) - La nature des rapports entre les sexes. Ceux-ci sont-ils d'exploitation, de domination, d'oppression ou autre chose. Dans tous les cas ne doit-on pas s'interroger sur les termes mis en présence

- des maris et des femmes (champ de la parenté)
- l'ensemble des hommes et l'ensemble des femmes - ce qui conduit à la notion de classes de sexes - propres à une formation sociale donnée ou généralisable à plusieurs formations sociales. Comment fonder une telle extension des rapports de sexes ?

En tout état de cause, on peut penser que leur étude porte sur des lieux privilégiés : la famille, le travail ou les deux ensemble.

Le questionnement sur la nature des rapports de sexes conduit à poser le problème de leur transversalité aux sphères de la production et de la reproduction. Sont-ils les mêmes ici et là ?

2) - La genèse et la reproduction des rapports de sexes et de la différenciation sociale entre les sexes. Ainsi par exemple on trouve ici les travaux sur les trajectoires comparées des hommes et des femmes qui mettent l'accent sur les différences entre les hommes et les femmes dans les pratiques professionnelles et les pratiques de parentalité. On cherche ainsi à rendre compte de l'appartenance de sexe, mais parvient-on dans cette démarche aux rapports de sexes et de quelle manière ?

3) - L'articulation rapport de classe, rapport de sexes : plusieurs façons de poser cette articulation :

- soit en centrant l'étude sur la production et en montrant que l'organisation capitaliste du travail repose largement sur la division sexuelle du travail. Ainsi la qualification des ouvrières classées et salariées OS est-elle en fait une qualification apprise dans le travail domestique. Ainsi la gestion des forces de travail repose-t-elle sur cette division sexuelle du travail et sur la différence de statuts entre les hommes et les femmes. Ainsi les luttes des femmes et leur forme spécifique tiennent-elles aux places différentes occupées par les hommes et les femmes dans la production et la reproduction.

- soit en centrant les travaux sur la famille (partage des tâches, budget-temps...). Malgré leur nombre, ces travaux prennent un caractère un peu répétitif et ne parviennent pas à avancer dans la problématique de l'articulation rapports de classes et de sexes, telle qu'elle se pose aujourd'hui.

Par contre, les travaux qui introduisent dans leurs analyses les rapports de sexes dans la production débouchent nécessairement sur une remise en question du rapport d'exploitation et de la division capitaliste du travail. Ainsi l'appartenance de classe des hommes et des femmes n'est-

elle ni identique ni assimilable, on doit donc repenser la conception unifiée de chaque classe sociale. En outre, dans la sphère de la reproduction il conviendrait d'interroger la notion d'appartenance de classe des familles avant de faire la typologie des familles selon les classes sociales.

4) - Enfin le caractère historique ou transhistorique des rapports de sexes selon les différentes formations sociales, conduit à interroger les notions de patriarcat, de capitalisme et leur articulation. On peut opposer deux conceptions :

- l'une qui considère que les rapports de sexes et la division sexuelle sociale du travail dépendent du mode d'articulation de la production et de la reproduction. Ce qui conduit à poser la spécificité de ces rapports dans une société donnée. Pour certaines chercheuses le capitalisme se caractériserait par "l'autonomie relative de la reproduction".

- l'autre qui supposerait la pérennité des rapports d'exploitation ou de domination entre les sexes à travers des modes de production différents, et est alors conduite à interroger ce qui perdure et ce qui change, et à introduire la notion vague et critiquable, mais nécessaire, de patriarcat.

5) - Les questions qui, partant des rapports de sexes, interrogent les liens entre capitalisme et patriarcat. Est-il nécessaire d'avoir recours à une théorisation globalisante pour parler des rapports sociaux entre les sexes, ou plus simplement de l'infériorisation cumulative que subissent les femmes ; l'économique a rempli et remplit encore une telle fonction, sans pour autant qu'il ait eu à se légitimer, et n'est-ce pas en refusant d'introduire dans l'analyse quelque chose d'un système patriarcal, qu'on a recours une fois de plus au paradigme unique de l'économique ? Les contradictions notées à propos des salaires masculins et féminins entre le capitalisme et le patriarcat autorisent-elles pour autant à contester et la chose patriarcale et son articulation au système capitaliste. Parler de pénalisation du capitalisme par le patriarcat n'est-ce pas déjà mettre des liens en évidence. En outre, ne peut-on penser que si le capitalisme fonctionne principalement à l'économique et non exclusivement bien entendu, le patriarcat lui fonctionnerait de manière dominante au politique et au symbolique ; l'articulation serait donc à chercher dans ce double système de pratiques et de mises en oeuvres institutionnelles. L'ordre symbolique (d'essence patriarcale) régissant les institutions des démocraties capitalistes ne s'appuie-t-il pas en effet sur un discours renouvelé de la supériorité du masculin sur le féminin. Les pistes de recherches sont ouvertes, ébauchées, et aux yeux de certaines très prometteuses même si elles ne laissent pas d'être délicates. La reconnaissance de la non homogénéité des classes sociales du point de vue

des sexes, par exemple, amène forcément une autre analyse du fonctionnement capitaliste. L'exemple des ouvrières constitue à ébranler l'idée de l'homogénéité interne de la classe ouvrière. En effet la déqualification de la force de travail des femmes commence dans la formation même de cette force de travail ; c'est-à-dire avant toute inscription dans les rapports capitalistes. Cette déqualification inscrite dans la sphère de la reproduction opère de manière bien différente pour les deux sexes dans la sphère productive. De même la question de la sexualité, absente trop souvent des textes et des débats permettrait-elle aussi en donnant d'autres contenus aux rapports entre les sexes, dans la production comme dans la reproduction, d'explorer les liens entre le capitalisme et patriarcat (brimades sexuelles, harcèlement dans le travail, pratiques syndicales...).

6) - Les questions qui posent de manière renouvelée et insistante la place de l'Etat dans le double champ de la production et de la reproduction : législation du travail, politique de la santé, politique familiale et du logement, politique d'éducation-formation. Le rôle de l'Etat dans la gestion de la crise peut être saisi à travers la mise en place de nouvelles technologies de production, la réduction du temps de travail, les contradictions entre le chômage des femmes, celui des hommes et parallèlement le maintien du taux d'activité des femmes.

L'urgence d'une refonte théorique de l'Etat s'est manifestée dans tous ces questionnements, issus le plus souvent de réflexions appuyées sur des travaux concrets, très actuels, et non dogmatiques.

Pour conclure ce compte-rendu nécessairement réducteur, face à la diversité des questions posées, il faudrait souligner celles qui ont concerné l'utilisation des outils théoriques et méthodologiques à l'oeuvre dans nos disciplines. Il convient de développer une critique radicale à la fois du langage et des pièges de la pensée linéaire, binaire, de la science masculine. Les recherches féministes ont repris les concepts dichotomiques et ont tendance à en produire d'autres, tout autant binaires. Tout le travail épistémologique est en chantier, il est prometteur aux yeux de l'ensemble des participantes.

Monique HAICAULT

Jacqueline MARTIN-BRENER

GRIEF - Université de Toulouse Le Mirail

POUR UNE SOCIOLOGIE DES RAPPORTS ENTRE LES SEXESEmergence d'un champ sociologique

L'utilisation de la notion rapports entre les sexes est récente, on pourrait presque la dater, du moins dans la littérature sociologique en France par le sens qu'elle y a pris. On pourrait aussi retracer les grandes lignes de son histoire, de son émergence ; montrer comment elle s'est démarquée de notions plus couramment utilisées comme celles de rôles sexuels, ou encore de relations entre les sexes. Mais nous n'en dirons que quelques mots dans ce papier, pour rappeler que le point de départ est incontestablement celui de l'analyse du travail domestique. C'est en renversant la problématique, c'est-à-dire en s'interrogeant sur les rapports dans lesquels s'effectue ce travail, et non plus sur ce qu'il est, sur ce qu'il produit, que la notion de rapport social homme-femme s'est concrétisée pour beaucoup d'entre nous. Parallèlement une autre manière d'interroger le travail des femmes dans le capitalisme contemporain a mis à jour l'idée d'une division sexuelle du travail, caractéristique de l'organisation capitaliste du travail ; problématique radicalement opposée aux notions alors couramment utilisées de : salaire d'appoint, motivation au travail, armée de réserve, ... ou main-d'oeuvre secondaire, marginale...

Ainsi toutes celles d'entre nous qui travaillaient sur ces thèmes sont arrivées avec plus ou moins d'audace à l'idée de rapports sociaux entre les sexes, antagoniques, hiérarchiques... Rapports saisissables dans les structures et/ou dans les pratiques, et capables alors de rendre compte de l'articulation de la reproduction à la production ; sphères jusqu'alors séparées dans la théorie, la recherche, l'enseignement et l'analyse politique. A nos yeux, elle est plus qu'une notion à mettre à l'oeuvre dans le travail sociologique, elle ouvre un champ nouveau de cette discipline en tant que champ d'exercice de ces rapports ; champ des pratiques qui les matérialisent en permanence dans toute production ininterrompue du social.

Certes, on pourrait espérer que la sociologie se transforme en

intégrant ce concept dans toute construction d'objet, ceci impliquerait, il faut le savoir, une déconstruction des corpus théoriques actuels, un décroisement des spécialités : une refonte théorique et méthodologique de la discipline. Peut-être la construction d'une sociologie des rapports entre les sexes est-elle une étape de ce processus. Nous le croyons ; face au développement des women's studies et au débat sur cette question. L'émergence de ce champ ne va pas de soi. Dans un même mouvement on doit déplacer les problématiques, créer de nouvelles notions et les mettre à l'épreuve du travail de terrain. Il faut aussi interroger les notions les plus marquées de spécificité ; on se souvient des efforts de critique portés sur les concepts de travail, et de force de travail quand il s'est agi de l'analyse du travail domestique.

Aujourd'hui c'est le rapport entre infrastructure et superstructure qui se trouve interpellé, à travers la critique du concept de mode de production incapable de rendre compte des mécanismes de sa reproduction, incapable de puiser à intégrer une conception moins structuraliste du politique.

En outre une sociologie des rapports entre les sexes met en question le savoir social déjà élaboré, elle ne peut s'appuyer sur des connaissances marquées par l'ethnocentrisme déjà dénoncé, et marquées aussi par un phallogentrisme qui méconnaît la place sociale des femmes et projette sur d'autres sociétés les fonctions sociales remplies par les sexes dans la nôtre. Phallogentrisme qui sociologise le réel à partir d'un seul point de vue, d'une seule place.

Enfin développer des recherches dans ce champ, c'est à nos yeux, devoir articuler diachronie et synchronie ; tenter d'appréhender le social dans le moment de sa production, c'est-à-dire en le replaçant dans son histoire et en lui donnant les dimensions de sa diversité. Des méthodes nouvelles doivent être proposées, expérimentées, dans leur capacité à saisir les contradictions, le multiple c'est-à-dire le social dans son mouvement, afin de ne pas le réduire à des modalités de type binaire. Presque toutes celles et ceux plus rares qui travaillent déjà dans ce champ, utilisent des méthodes qualitatives : entretiens répétés, biographies, images fixes, images en mouvement : méthodologie en recherche tant dans les démarches que les techniques qui n'a pas trouvé dans le seul traitement quantitatif de quoi résoudre les problèmes que lui posent ces nouveaux objets.

Ce cheminement est aussi le nôtre, dans la recherche et dans l'enseignement, il s'est appuyé sur les textes qui ont transformé par leur pertinence, leur audace, leur impertinence, la réflexion qui conduit présentement à construire ce champ. Nous ne les citerons pas ici.

Rappelons seulement qu'ils nous ont aidé à penser à un enseignement sur le thème d'une sociologie des rapports entre les sexes. En effet,

en 77-78, nous avons proposé à Raymond Ledrut, alors Directeur de l'U.E.R. de Sociologie, de remplacer l'U.V. de méthodologie de licence par une U.V. intitulée : Production-Reproduction : Rapports entre les Sexes. Cette U.V. est donc acceptée, malgré l'ambiguïté du sens donné alors à son contenu et qui n'est pas encore levée aujourd'hui. Notre propos n'est pas de parler ici de ces quatre années d'enseignement et de recherche dans ce vaste champ, trop vaste peut-être, puisque nous avons modifié cet enseignement en séminaire de maîtrise. Nous faisons état de ce travail pour débattre d'un contenu possible d'une sociologie des rapports entre les sexes. En 1979 le programme du cours présentait la question de la manière suivante.

Les Sciences Sociales ont encore un caractère androcentriste : le général et le masculin y sont identifiés. La classe ouvrière apparaît le plus souvent dans le discours et les analyses concrètes comme masculine. On parle des "travailleurs" en grève même quand il s'agit d'une entreprise à forte main-d'oeuvre féminine (le Joint français, Lip...). La sociologie tient encore peu compte du rapport différentiel des sexes à l'espace, aux fonctions urbaines, au pouvoir local et encore moins peut-être aux rapports entre les sexes dans les lieux publics, la rue, la ville...

Au mieux on compare au regard d'un même phénomène les variations introduites par les catégories de sexe (sociologie électorale, sociologie de l'éducation), on s'attache encore à décrire des rôles différents, des attributions spécifiques (sociologie de la famille), on parle aussi de discrimination et d'inégalités dans le travail salarié. Et pourtant la dimension sociologique de ces catégories reste vague, et manque totalement de rigueur. La catégorie femme par exemple introduite le plus souvent en annexe du discours central (neutre, général et masculin) conserve un contenu plus ou moins biologique, physiologique ou psychologique, au mieux elle y figure comme particularisme.

Pour donner une dimension sociologique aux catégories de sexe, ne faut-il pas commencer par les penser autrement que séparées et à travailler la problématique de leurs rapports - c'est-à-dire comme éléments liés d'un même système social. Sortir donc d'une analyse qui les isole (exemple : la condition féminine ici ou là) pour aborder une sociologie des rapports entre les sexes.

La problématique de cette U.V. de réflexion et de recherche était donc formulée ainsi :

Poser l'existence des rapports sociaux entre les sexes comme un des principes organisateurs de toute formation sociale. Ils ne sont réductibles ni à une différence purement biologique, ni à une différenciation sociale entre la production matérielle et socio-politique, et celle des êtres humains dans sa dimension de continuité quotidienne. Les sexes en tant que

catégories sociales sont au fondement de toute organisation sociale tant dans la production que dans la reproduction. Ils sont à l'oeuvre dans toutes les pratiques qui concourent à la production du social, dans toutes ses dimensions y compris symboliques et imaginaires.

Le travail de recherche consiste donc à repérer et théoriser ces rapports et leurs liens avec d'autres rapports sociaux, à comprendre ce qui les fonde et les distingue des rapports de classe, par exemple : à analyser les mécanismes, les modes d'engendrement des pratiques sociales qui les manifestent et les transforment.

Introduire les imaginaires sociaux des sexes sur eux-mêmes, ouvrir une sociologie de l'affectivité et des fondements socio-culturels du sentiment amoureux, analyser le champ de la domination symbolique du masculin sur le féminin sont avec les thèmes déjà développés de la production et de la reproduction - autant de directions de recherche constitutives de ce champ.

Monique HAICAULT

Université de Toulouse Le Mirail

Christine DELPHY

LES FEMMES ET L'ETAT (1)

Les femmes et l'Etat : sujet large, qu'il convient dès l'abord de réduire. Je réduirai donc l'un des termes, les femmes, et sans autre forme de procès, au mouvement féministe. Mais comment réduire l'autre terme, l'Etat ? On pourrait caractériser le terme Etat en disant, non sans pédanterie, qu'il est un signifiant polysémique ; ou encore, comme le poète, qu'il est toutes choses pour tout le monde. Il s'ensuit que si on gardait, dans cet exposé, le terme "Etat" en l'état, on devrait s'en tenir à énoncer une suite de généralités sans risquer, de ce fait, ni l'intérêt ni la controverse. En effet, le terme possède tant de sens que, quelque absurdité qu'on profère, au moins l'un de ces sens la rendra vraisemblable sinon raisonnable. Mieux encore, on peut sans risque dire à son sujet des choses parfaitement contradictoires, en passant d'un sens à l'autre sans prévenir, c'est-à-dire en jouant sur le mot...

Ce genre d'exercice est à la base de la réputation d'une partie de l'intelligentsia française, au point même qu'il en est devenu la profession : m'y livrer équivaldrait donc à leur retirer le pain de la bouche. C'est pourquoi je vais, à l'inverse, commencer par examiner les différents sens que pourrait avoir la question "le mouvement féministe et l'Etat", par les clarifier pour tenter de délimiter de quoi on parlerait dans chaque cas.

I - L'une des connotations dominantes du terme "Etat" est celle qui l'associe au terme "Nation". L'Etat-Nation, création du 19e siècle, revendication du 20e siècle : l'accolade obligatoire de ces deux termes est, dans les faits, devenue une étreinte mortelle. C'est au nom de cette idéologie : une seule Nation par Etat, un Etat pour chaque Nation, que tous les jours dans le monde des milliers de gens sont tués. Aussi l'un des aspects du rapport entre le mouvement féministe et l'Etat est-il le rapport entre le féminisme et la revendication nationaliste, rapport qui a lui-même deux aspects :

1) L'aspect de concurrence. Dans les faits les luttes nationalistes - en Irlande, en Palestine, pour ne citer que ces deux exemples - sont opposées aux luttes féministes en termes de priorité et d'unité, de la même façon d'ailleurs que les luttes socialistes leur étaient ou leur sont opposées. Plus encore, les revendications proto-nationalistes - par exemple les revendications régionalistes - ou au contraire hyper-nationalistes - par exemple islamo-iraniennes - ont souvent un contenu "fondamentaliste" c'est-à-dire traditionnaliste, qui interdit par principe, et non plus sous des prétextes d'opportunité, toute expression du féminisme. Certes en France nous avons été peu confrontées à ces conflits entre luttes nationalistes et luttes féministes. Cependant, elle n'est pas si rare que nous l'imaginons la Bretonne, la Corse ou l'Occitane qui s'identifie à sa culture avant de s'identifier à l'oppression des femmes. Et si l'on dépasse le cadre de l'hexagone, on s'aperçoit que, pris au sens large, les problèmes d'identité culturelle - qu'ils soient ou non intégrés à une revendication nationaliste - interrogent le postulat de la solidarité entre femmes, surtout quand ces problèmes sont - et ils le sont généralement - ceux d'une double oppression : par exemple par le sexe et par la race. Primauté de l'une ou de l'autre oppression, allégeance première à l'un ou l'autre des groupes d'appartenance : on rejoint ici le problème lutte de sexes/lutte de classes ; ou encore on voit que celui-ci s'inscrit dans une problématique plus large, celle de la gestion d'oppressions multiples. Or en ce moment, dans les mouvements féministes, la tendance est à privilégier ce que les Américaines appellent les divisions horizontales et à les multiplier : la constitution de groupes de plus en plus spécifiques peut apparaître ridicule ou destructive. Elle répond certainement, même si c'est de façon parfois caricaturale ou douloureuse, à la tendance antécédente qui consistait à fonder la solidarité entre femmes sur le plus petit dénominateur commun, au lieu de tenter d'intégrer la totalité de toutes les réalités des femmes. Ce que dénonce ce nouveau développement c'est que la situation féminine universelle, sur laquelle le mouvement construit ses analyses, est trop souvent en réalité celle d'une femme prototypique implicitement blanche, explicitement hétérosexuelle ; certaines ajouteraient "bourgeoise", mais je ne suis pas de celles-là.

2) Si le féminisme peut être en concurrence avec le nationalisme, il peut aussi être avec ce dernier dans un rapport d'imitation. Ti-Grace Atkinson a analysé le séparatisme lesbien comme un "nationalisme non-territorial" (2), mais pas métaphorique non plus. On sait qu'aux Etats-Unis, la situation des femmes a souvent été comparée à celle des Noirs ; que certains mouvements noirs ont pris ouvertement la voie du nationalisme non-matéphorique : du séparatisme territorial ; mais que d'autres ont pris celle du nationalisme culturel : les intellectuels noirs qui prétendaient combattre

l'oppression raciste en apprenant le swahili et en se promenant en gandouras ont été raillés particulièrement par les courants Black Panthers. C'est par analogie avec cette tendance que certaines féministes américaines sont taxées par d'autres de "féminisme culturel". Ainsi l'idée de Nation s'impose-t-elle, et pas seulement aux féministes, comme un modèle. Dans sa version métaphorique ou culturaliste, l'ethnie opprimée ne conquiert pas un territoire pour y développer librement son identité mais au contraire se libère précisément en construisant une culture spécifique, ici "spécifiquement féminine ou femelle".

Comme pour d'autres groupes, cette vision de l'oppression, et de la libération, s'oppose à une analyse en termes de classe, et cette opposition a, dans le cas du mouvement féministe, un enjeu de taille : comment seront utilisés les lieux alternatifs qui en eux-mêmes, ne préjugent pas de l'issue du débat, puisque leur existence est nécessaire à l'une et l'autre démarche ? En effet, voir les femmes comme une ethnie conduit logiquement à revendiquer pour elles un territoire autre que celui de la société patriarcale, tandis que les voir comme classe conduit à vouloir transformer cette société. Ces deux visions sont incompatibles ; la première amène, si l'on ne peut pas quitter physiquement la société, à la quitter mentalement - "transcendons-la (dans nos esprits)" demande Mary Daly, "nous sommes ailleurs" affirme Psych et Po -, c'est-à-dire à l'ignorer ; l'autre au contraire se propose de l'affronter. Suivant que l'une ou l'autre de ces attitudes prévaut, les lieux alternatifs seront soit des enclaves hors du réel, soit des machines de guerre contre celui-ci. Ainsi l'adoption de la métaphore nationaliste conduit le féminisme - certains de ses courants - à refuser toute confrontation avec ce qui est une partie de ce réel, l'Etat, dans sa deuxième définition possible.

II - En effet l'Etat a une définition extérieure et une définition intérieure. Dans la première, dont j'ai parlé d'abord, il se définit par opposition aux autres Etats-Nations, et se confond donc avec la Nation qu'il incarne. Dans la deuxième il se définit au contraire par opposition avec cette Nation, qui devient alors : la société civile. Dans cette optique, le mouvement féministe, puisqu'il ne fait pas partie de l'Etat, fait donc automatiquement partie de la société civile : des corps gérés par le corps gérant. Mais cette définition est insatisfaisante dans la mesure où elle connote une société civile composée d'îlots - ou encore selon l'expression chère à feu Charles de Gaulle - de veaux, dont toute la volonté politique a été transférée aux mains de l'Etat.

C'est certes l'idéal rousseauiste de la société, où les citoyens étant représentés une fois pour toutes n'ont plus à intervenir jamais dans la gestion de leurs propres affaires. Mais cette définition, qui place tout

le politique du côté de l'Etat, et en dénie la moindre parcelle à la société civile, du même coup réduit la politique à l'Etat... Gramsci, lui, admet que le politique est plus large que l'Etat, en opposant non pas Etat et société civile mais société politique à société civile. Ce faisant, il établit cependant entre société civile et société politique une coupure aussi radicale que celle entre Etat et société civile, coupure qui n'admet aucun passage entre les deux. Il me semble que le politique serait plus défini précisément comme ce passage entre la société civile et l'Etat, entre les gouvernés et les gouvernants. En effet il y a continuité entre le pouvoir non-étatique et le pouvoir d'Etat : par exemple entre le pouvoir d'opposition à l'Etat des syndiqués et le pouvoir d'Etat détenu par ces mêmes syndiqués quand ils font partie d'une municipalité ; on pourrait multiplier les exemples de cette continuité : elle est évidente pour les partis politiques qui briguent explicitement le pouvoir d'Etat dans son intégralité.

Cette coupure n'est donc pas juste : et même les groupes non constitués en parti, et ne détenant aucun pouvoir, briguent bien quelque chose du pouvoir d'Etat dès lors qu'ils se déclarent, comme c'est le cas du mouvement féministe, "politiques" ; car ce faisant ils proclament leur intention de participer à, sinon de recouvrer totalement, le pouvoir de gérer leurs propres vies. Ainsi la revendication à l'auto-détermination des femmes se heurte-t-elle directement au pouvoir d'Etat quand l'Etat détient directement sur les femmes un droit que celles-ci veulent récupérer, comme dans le cas de l'avortement. Mais même quand les bénéficiaires directes de l'oppression des femmes ne sont pas l'Etat, celui-ci appuie ceux-là : à un moment ou à un autre de la lutte, on rencontre inévitablement ses lois.

Dans ces conditions on pourrait s'attendre à ce que le mouvement féministe ait une ou des théories de l'Etat et une ou des stratégies correspondantes : vise-t-il à son renversement pour instaurer un autre ordre ou espère-t-il comme les anarchistes en son dépérissement spontané ? Si cette réflexion n'existe pas explicitement, elle est implicitement contenue dans certains choix féministes : d'une part dans le débat entre celles qui pensent que précisément parce que le mouvement féministe en tant que tel n'a pas de stratégie dirigée vers ou contre l'Etat, il est nécessaire de participer à des groupes politiques mixtes qui en ont une, et celles qui pensent que cela est du temps perdu ; d'autre part dans certaines théories séparatistes légèrement différentes de celles que j'ai évoquées plus haut : leur ambition - et en cela elles rejoignent un courant de pensée écolo-anarcho-hippy - est, en toute simplicité, de vider la société existante de ses membres, au moins femelles, en attirant toutes les femmes dans des communautés alternatives, de préférence rurales, la campagne étant vue, par une tradition qui encore une fois dépasse largement le mouvement féministe, comme

un endroit où le pouvoir d'Etat, contrebalancé par le chlorophylle, sévit moins, peut-être parce que la campagne est également traditionnellement perçue comme le refuge de la Nature, qui est, on le sait, non moins traditionnellement opposée à la Société.

Faute d'avoir une stratégie de l'Etat, le mouvement féministe a-t-il au moins une analyse du rôle de l'Etat dans l'oppression des femmes ?

Il nous faut là à nouveau redéfinir l'Etat. En effet, partie de la définition extérieure de l'Etat qui le confond avec la Nation, je l'ai dans un deuxième temps, en introduisant la notion de gouvernement, distingué de cette même Nation ; mais cette distinction même a conduit à réintégrer l'Etat dans la notion plus large de "pouvoir politique", dont il n'est que l'une des composantes ou l'un des aspects. Une telle définition amènerait donc à discuter les rapports entre le mouvement féministe et le ou les corps politiques, dont il fait lui-même partie ; le débouché logique de cette voie conduisant à discuter des rapports entre le féminisme et les partis, des rapports entre politique féministe et politique dite générale, tous branchements plus dangereux les uns que les autres et que je ne mentionne donc que pour les éviter.

En revanche une troisième définition possible de l'Etat, qui restreindrait celui-ci aux pouvoirs publics, posséderait le double avantage et d'être parfaitement légitime et de me permettre d'arriver dans les eaux calmes de l'Administration. Cette définition me semble donc tout à fait satisfaisante, et je me propose de passer le temps qui me reste à essayer d'éclaircir avec vous l'un des nombreux problèmes concrets que l'on peut se poser dans cette optique. J'ai choisi parmi ceux-là une question qui personnellement me passionne : comment l'administration fiscale, en particulier par l'application de la règle du quotient familial, influe-t-elle d'une part sur la répartition des ressources à l'intérieur des ménages et d'autre part sur les incitations des femmes à prendre un emploi rémunéré ?

Mais l'enthousiasme, que vous parvenez mal à dissimuler, de votre réaction à cette proposition, m'indique qu'il serait vain de tenter plus longtemps de dérober cet exposé à son sort. Ce que les Grecs - et après eux Freud, ce cher Papazigmou - appelaient Ananké, ce que les Romains appelaient Fatum, est là pour m'en empêcher : j'ai nommé la main du Destin ; en l'occurrence c'est plutôt son pied que j'y verrais, un pied qui, d'une ferme pression appliquée au bas du dos de cet exposé, pousse celui-ci inexorablement vers le lieu où se déchaînent les passions, où il y a des pleurs et des grincements de dents : vers le débat sur les institutions.

III - En effet, comment évoquer ce qui est de l'ordre de la réglementation sans parler de la règle en général, c'est-à-dire de la Loi, attribut majeur sinon essentiel de nos Etats justement nommés "de droit" ?